



PALIPEHUTU

Parti pour la libération du peuple Hutu

DECLARATION DU PALIPEHUTU SUR LE REFUS DES PARTIS POLITIQUES D'ALLIANCE TUTSI, DE PARTICIPER A UNE CONFERENCE DE NEGOCIATION SUR LE BURUNDI PREVU DU 27-28 JUILLET 1995 A ADDIS - ABEBA.

Depuis le 21 Octobre 1993, date de l'assassinat par l'armée monoethnique tutsi du Président démocratiquement élu et le tout premier issu de l'ethnie majoritaire hutu, Monsieur Melchior NDADAYE, le pays n'a jamais cessé de connaître des violences d'une ampleur sans précédentes

A l'heure qu'il est, si la Communauté Internationale n'intervienne pas à temps, le pays qui est au bord d'une implosion risque de nous faire vivre encore une fois les moments les plus sombres de son histoire, à l'image de celui du Rwanda en 1994 à la seule différence que le génocide au Burundi a été toujours perpétré contre l'ethnie hutu.

Les signes précurseurs sont tellement nombreux qu'ils en crevent les yeux. En effet, alors qu'en organisant sciemment le désordre dans le pays afin de faire barrage à l'organisation des élections libres et honêtes, les partis politiques de l'opposition à majorité tutsi (se disent "opposition", même s'ils sont dans le gouvernement) qui avaient toujours, à l'esprit la finalisation du Coup d'Etat rampant depuis le 21 Octobre 1993, ont imposé avec le concours de l'armée burundaise une Convention du Gouvernement qu'ils savaient ne pas pouvoir respecter. C'est pourquoi, après la signature de cette convention le 10 Septembre 1994 et après la mise en place d'un Gouvernement issu de celle-ci, les violences n'ont fait que redoubler d'intensité. Alors qu'en garantissant le passage du pouvoir de façon presque égalitaire entre les vainqueurs (Frodebu) et les perdants (Uprona) des élections de juin 1993, la Convention était censée contribuer au retour rapide de la paix, de la confiance et de la sécurité pour tous.

Presque une année de la mise en place de la dite Convention, force nous est de constater qu'il n'y a aucune signe d'espoir pour l'avenir du peuple burundais longtemps meurtri, le massacre des populations sans défense par cette même armée qui était censée les protéger est toujours au quotidien, aucune journée ne passe sans emporter de vies humaines au Burundi.

Alors qu'un Forum de négociation entre les politiciens burundais était prévue du 27 au 28 Juillet 1995 à Addis-Abeba en Ethiopie, tel qu'issu des assises des Chefs d'Etat et des Gouvernements des pays membres de l'OUA à Addis-Abeba et après qu'une délégation d'une mission de l'OUA ait séjournée à Bujumbura du 8 au 12

Juillet 1995 pour présenter cette offre à la classe politique burundaise ; les partis de l'opposition (tutsi) viennent encore une fois de rejeter l'offre en arguant qu'il y a la sécurité au Burundi. Vu les événements qui secouent jour et nuit le Burundi, la réussite d'un débat national sur le territoire du Burundi constituerait un vrai exploit. Quand on songe que même les institutions existantes ne sont pas en mesure de fonctionner en toute sécurité, que l'Assemblée Nationale ne sait pas réunir en sécurité, que la sécurité des biens et des individus n'est pas non plus assurée, organiser une telle conférence dans ce pays où l'insécurité fait la loi relève d'une véritable gageure.

Effectivement, comme pour la mise en application de la Convention, les partis politiques d'alliance tutsi n'ont jamais cru à une réconciliation nationale, au contraire ils ont toujours préconisé la domination par ethnie tutsi sur l'ethnie hutu en usant tous les moyens y compris ceux de la violence. Quand les hutu pensent au scrutin et au dialogue, les tutsi pensent à la balle. Ils ne veulent pas vivre dans la paix et dans la démocratie.

Face à ce constant malheureux, compte tenu de la situation d'insécurité permanente et en égard aux violations flagrantes des droits de l'homme, le concours de la Communauté Internationale est plus que jamais nécessaire pour arrêter, avant qu'il soit trop tard, la planification du génocide contre l'ethnie majoritaire hutu.

Profondément préoccupé par la situation dramatique qu'endure le Peuple Hutu du Burundi il est sollicité à la Communauté Internationale et aux pays Démocratiques amis ce qui suit :

1. L'envoi au Burundi d'une force internationale de sécurité chargée de protéger les populations civiles sans défense, d'arrêter le cycle de violences dans le pays et de procéder au désarmement aussi bien des milices armées que l'armée monoethnique tutsi qui n'est qu'un instrument des éléments antidémocratiques utilisés pour massacrer l'ethnie hutu.
2. De voir le système judiciaire et son organisation de manière à permettre l'ouverture et la transparence de la justice. C'est pourquoi le PALIPEHUTU demande à la Communauté Internationale d'apporter une assistance juridique internationale pour garantir l'impartialité de la justice, inspirer confiance aux ethnies en relations conflictuelles permanentes et aider à réformer en profondeur la justice burundaise aujourd'hui partisane.
3. Le déploiement sur le territoire burundais des observateurs internationaux experts en matière des droits de l'homme.
4. Raisonner les partis qui se disent de l'opposition alors qu'ils ont négocié la Convention de Gouvernement s'appuyant sur l'armée monoethnique tutsi, avec les Forces du Changement Démocratiques et qu'ils gouvernent ensemble, d'accepter l'organisation d'une conférence internationale sur le Burundi à laquelle prendraient part notamment tous les protagonistes politiques burundais y compris le PALIPEHUTU le vrai principal parti d'opposition au Burundi.
5. L'ouverture du débat politique à toutes formations politiques pour chercher

ensemble des solutions sur les violences politiques et éviter ainsi une explosion sanglante qui menace en permanence le peuple burundais ; le PALIPEHUTU invite la Communauté Internationale à mettre sur pied un organe international neutre qui arbitrerait ce débat politique et qui veillerait à l'application effective des accords y conclus .

Fait à Copenhague le 23 Juillet 1995

Dr. Etienne Karatani

Président du PALIPEHUTU

